

Conditions Générales D'Utilisation de la plateforme de financement participatif lovepme.fr

Les présentes conditions générales d'utilisation (ci-après les "CGU") définissent les droits et obligations des visiteurs du site www.lovepme.fr (ci-après dénommé "lovepme.fr") et sont conclues entre chaque visiteur et CIIB en qualité d'exploitant et éditeur du Site.

Dénomination de la personne morale :

Conseil en Ingénierie et Introduction Boursière des PME-PMI

Sigle : CIIB

SIREN : 338 689 227 R.C.S Paris

Siège social : 10, rue de Montyon - 75 009 PARIS

Tél. 01 42 46 11 73

Fax : 01 48 24 10 89

Mail : contact@ciib.fr

Forme Juridique : Société anonyme au capital de 228 000,00 EUROS

Président du CA :

Jean SALWA

Directeur général :

Didier SALWA,

Les CGU ont pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles CIIB ci-après dénommé l'EDITEUR, met à la disposition de ses utilisateurs, ci-après dénommés les "Utilisateurs", le Site.

Un utilisateur pourra être en qualifié selon les cas de simple "Internaute" du site, « d'adhérent » ou « d'investisseur ».

Le simple "Internaute" ne peut accéder qu'aux informations générales relatives aux services proposés par le Site et leurs présentations ainsi qu'aux mentions légales.

Les services fournis à l'Adhérent par CIIB agissant en qualité de prestataire de service en financement participatif sont prévus dans la lettre de mission conclue dans le cadre du dossier d'adhésion. Les relations entre l'Investisseur et la société cible sont régies par les documents contractuels conclus entre eux. Toute connexion au site est subordonnée au respect des présentes CGU.

Pour le Visiteur et tout Utilisateur, le simple accès au site de l'EDITEUR à l'adresse URL suivante <https://lovepme.fr> implique l'acceptation de l'ensemble des conditions décrites ci-après.

2. DISPONIBILITÉ DU SITE

L'Editeur s'efforce de permettre l'accès au site 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure ou d'un événement hors du contrôle de l'EDITEUR, et sous réserve des éventuelles pannes et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement du Site.

Par conséquent, l'EDITEUR ne peut garantir une disponibilité du Site et/ou des services, une fiabilité des transmissions et des performances en termes de temps de réponse ou de qualité. Il n'est prévu aucune assistance technique vis à vis de l'Utilisateur que ce soit par des moyens électroniques ou téléphoniques.

La responsabilité de l'EDITEUR ne saurait être engagée en cas d'impossibilité d'accès à ce site et/ou d'utilisation des services.

Par ailleurs, l'EDITEUR peut être amené à interrompre le Site ou une partie des services, à tout moment sans préavis, le tout sans droit à indemnités. L'Utilisateur reconnaît et accepte que l'EDITEUR ne soit pas responsable des interruptions, et des conséquences qui peuvent en découler pour l'utilisateur ou tout tiers.

3. STATUTS DE L'UTILISATEUR DU SITE

Le statut de "Internaute" qualifie les internautes personnes physiques ou morales qui peuvent accéder aux informations générales relatives aux services proposés par le Site et leurs présentations ainsi qu'aux mentions légales.

Le statut de "Adhérant" qualifie les internautes personnes physiques ou morales, qui se sont enregistrées et ont ouvert un compte et remplis un questionnaire investisseur en fournissant les justificatifs relatifs à leurs situations et qui peuvent accéder à un espace personnel.

Le statut " d'Investisseur » qualifie tout « Adhérant » personnes physiques ou morales ayant ayant investi dans une Société via le Site.

Les Utilisateurs sont informés de leur changement de statut par l'EDITEUR par mail et sur le Site.

4. CRÉATION D'UN COMPTE ADHÉRANT

La création d'un compte est gratuite. Toute personne préalablement à la demande de création garantit qu'elle est majeure et a tout pouvoir, droit, autorité et capacité pour signer l'ensemble des engagements consécutifs aux présentes CGU et exécuter les obligations qui y sont stipulées et qui en découlent ; que s'agissant d'une personne morale, l'acceptation des présentes CGU, la réalisation des opérations qui y sont prévues ont été dûment autorisées par les organes compétents, que la soumission aux présentes CGU et la réalisation des opérations qui y sont prévues ne contreviennent à aucune loi ou règlement applicable ou à aucune décision ou autorisation judiciaire ou autorisation auxquelles la personne est soumise.

Les Utilisateurs donnent leur vrai nom et de vraies informations les concernant et ne fournissent pas de fausses informations personnelles et ne créent pas de compte pour une autre personne sans son autorisation. Les Utilisateurs s'engagent à répondre de manière sincère au questionnaire profil investisseur et fournir de véritables documents concernant leur identité, leur domicile et leurs revenus.

5. SÉCURITÉ

Le compte est créé à l'aide d'un Email et d'un mot de passe. Un Utilisateur ne peut créer qu'un seul compte personnel et doit mettre ses coordonnées, exactes, à jour. Il ne doit pas communiquer son mot de passe, laisser une personne accéder à son compte ou ne faire quoi que ce soit qui puisse compromettre la sécurité de son compte. Les identifiants et mots de passe sont personnels aux Utilisateurs. Chacun d'eux s'engage à ne pas les divulguer et à en protéger la confidentialité et est seul responsable de leur utilisation. Toute utilisation du Site par un tiers avec les identifiants et mots de passe est réputée faite sous la responsabilité et avec l'accord de l'Utilisateur.

L'EDITEUR se réserve le droit de retirer ou supprimer un compte dont l'utilisation s'avère non conforme aux présentes ou dont les informations révèlent l'absence de conformité de l'Utilisateur aux conditions de création de comptes figurant aux présentes.

Un Utilisateur doit, s'il remarque tout fonctionnement anormal de son compte, faire opposition à ses identifiants et mots de passe et le notifier à : contact@ciib.fr

Il appartiendra à l'EDITEUR de bloquer son compte dans les plus brefs délais et de lui attribuer un nouveau mot de passe/identifiant.

6. DONNÉES PERSONNELLES ET CONFIDENTIALITÉ

Les informations renseignées sur le Site sont confidentielles et réservées à l'usage interne de l'EDITEUR. L'Utilisateur peut avoir accès à des données à caractère personnel. Ainsi, en application des articles 32, 38, 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 relative à la protection des données à caractère personnel, telle que modifiée, il est précisé que les informations collectées par l'EDITEUR, ne seront utilisées et ne feront l'objet de diffusion auprès d'entités tierces que pour les seules nécessités de l'exécution des présentes ou pour répondre aux obligations légales et réglementaires.

L'Utilisateur peut avoir accès à différentes données à caractère personnel concernant notamment les projets cibles et les holdings. Il s'engage à conserver ces données confidentielles, à ne pas les céder, ni en faire un quelconque usage qui ne soit pas directement visé par les présentes. Il veillera à protéger les accès à ces données.

L'Utilisateur peut obtenir la communication des données personnelles le concernant, le cas échéant d'en exiger la suppression ou la rectification et de s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce qu'elles fassent l'objet d'un traitement ou à leur utilisation à d'autres fins que celles citées ci-dessus. Cette demande devra être transmise à :

CIIB

10, rue de Montyon - 75 009 PARIS

Email : contact@ciib.fr

7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU SITE ET DE SON CONTENU

La structure générale du Site ainsi que les textes, graphiques, images, sons et vidéos la composant, sont la propriété de l'EDITEUR ou de ses partenaires. Toute représentation et/ou reproduction et/ou exploitation partielle ou totale des contenus et services proposés par le Site par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable et par écrit de l'EDITEUR

et/ou de ses partenaires, est strictement interdite et serait susceptible de constituer une contrefaçon au sens des articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

8. RESPONSABILITÉ

Les informations et/ou documents figurant sur ce Site et/ou accessibles par ce Site proviennent de sources considérées comme étant fiables. Toutefois, ces informations et/ou documents sont susceptibles de contenir des inexactitudes techniques et des erreurs typographiques. L'EDITEUR se réserve le droit de les corriger, dès que ces erreurs sont portées à sa connaissance.

Il est fortement recommandé de vérifier l'exactitude et la pertinence des informations et/ou documents mis à disposition sur ce Site. Les informations et/ou documents disponibles sur ce Site sont susceptibles d'être modifiés à tout moment, et peuvent avoir fait l'objet de mises à jour. En particulier, ils peuvent avoir fait l'objet d'une mise à jour entre le moment de leur téléchargement et celui où l'Utilisateur en prend connaissance.

L'utilisation des informations et/ou documents disponibles sur ce Site se fait sous l'entière et seule responsabilité de l'Utilisateur, qui assume la totalité des conséquences pouvant en découler, sans que l'EDITEUR puisse être recherché à ce titre, et sans recours contre ce dernier.

L'EDITEUR ne pourra en aucun cas être tenu responsable de tout dommage de quelque nature qu'il soit résultant de l'interprétation ou de l'utilisation des informations et/ou documents disponibles sur ce Site, à l'exception des informations présentés dans les fiches d'informations clés sur l'investissement.

L'EDITEUR n'est pas responsable de toute perte, préjudice, dommage ou pénalité, de quelque nature que ce soit, subi par tout Utilisateur, directement ou indirectement, en raison de l'utilisation par un tiers non autorisé des identifiants, mot de passe et du compte de l'Utilisateur en l'absence de faute ou négligence grave de l'EDITEUR.

9. LIEN HYPERTEXTE

Le Site peut contenir des liens hypertextes vers d'autres sites présents sur le réseau Internet. Les liens vers ces autres ressources vous font quitter le Site. Il est possible de créer un lien vers la page de présentation de ce site sans autorisation expresse de l'EDITEUR. Aucune

autorisation ou demande d'information préalable ne peut être exigée par l'EDITEUR à l'égard d'un Site qui souhaite établir un lien vers le Site. Il convient toutefois d'afficher ce site dans une nouvelle fenêtre du navigateur. Cependant, l'EDITEUR se réserve le droit de demander la suppression d'un lien qu'il estime non conforme à l'objet du Site.

10. COOKIES

L'utilisation des fonctionnalités du Site peut nécessiter la mise en place de "cookies". Ces "cookies" sont activés par l'Editeur pour chaque utilisation du Site et ne sont pas stockés dans l'ordinateur du Visiteur/Adhérent, ce qui conserve son anonymat. Les "cookies" ne permettent pas à l'EDITEUR d'identifier le Visiteur/Adhérent. Ils enregistrent uniquement des informations relatives à la navigation de ce dernier sur le Site (les pages consultées, la date et l'heure de la consultation, etc.).

Tout Utilisateur peut s'opposer à l'enregistrement de "cookies" en configurant son ordinateur de la façon suivante :

Si la navigation sur le Site s'effectue avec Internet Explorer 8 (Microsoft) : Il convient de cliquer sur "Outils", "Options Internet", "Confidentialité" et de préciser le niveau de gestion des "cookies" souhaité.

Si la navigation sur le Site s'effectue avec des versions antérieures ou ultérieures à Internet Explorer 8 (Microsoft) ou d'autres navigateurs (Firefox, Netscape, etc.) : Il convient de se référer aux fichiers d'aide ou aux manuels d'utilisation correspondants.

Si le navigateur de l'Utilisateur est configuré pour refuser les "cookies" alors que le bon fonctionnement du Site requiert leur acceptation, l'accès à tout ou partie du Site peut se révéler altéré voire impossible. L'EDITEUR ne peut donc garantir le bon fonctionnement du Site si ce dernier n'a pas activé l'enregistrement des "cookies".

11. DURÉE DU CONTRAT - RÉILIATION

Les présentes conditions générales sont conclues à compter de la première utilisation du Site par l'Utilisateur et pendant une période de 2 ans à compter de la dernière utilisation.

12. MODIFICATION DES CGU DU SITE

Les présentes CGU pourront être modifiées, à tout moment et sans préavis. L'Utilisateur est ainsi invité à consulter régulièrement leur dernière version mise à jour, disponible à tous et accessible en permanence sur la page d'accueil du Site, en cliquant sur le lien "CGU".

13. DIVISIBILITÉ DES CLAUSES

La nullité, l'illicéité, l'inapplicabilité ou l'inopposabilité d'une clause quelconque des présentes CGU ne saurait entraîner la nullité, l'illicéité, l'inapplicabilité ou l'inopposabilité des autres clauses.

14. JURIDICTION ET DROIT APPLICABLE

Les présentes CGU sont régies, interprétées et appliquées conformément au droit français. Sous réserve des dispositions d'ordre public applicables en matière de compétence juridictionnelle, les tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Paris seront seuls compétents pour connaître de tout litige relatif aux présentes, concernant tant leur validité, interprétation, exécution, résiliation, leurs conséquences et leurs suites et qui n'aurait pas été résolu à l'amiable.

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE DE PAIEMENT DE LA PLATEFORME

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après désignées « Conditions Générales ») régissent les termes et conditions de l'utilisation par les Clients du service de paiement mobile émis par la société « PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT »

Les présentes Conditions Générales constituent une offre de contrat entre le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT et le Client. Elles sont consultables à tout moment sur le Site Internet du marchand.

Le Client, personne physique majeure ou personne morale, déclare expressément avoir la capacité et/ou avoir reçu les autorisations requises pour utiliser le service de paiement émis

par le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT et garantit le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT contre toute responsabilité pouvant résulter pour elle de l'utilisation du service de paiement par une personne n'ayant pas ces capacités/autorisations requises.

En acceptant les CGU, le Client reconnaît expressément qu'il a attentivement lu et qu'il a compris les Conditions Générales en vigueur le jour de son acceptation, et qu'il les accepte dans leur intégralité. Les présentes Conditions Générales constituent donc le contrat liant le Client et le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT. L'acceptation des Conditions Générales par le Client comme indiquées ci-dessus et la version des Conditions Générales ainsi acceptée par le Client sont conservées et archivées par le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT dans ses systèmes informatiques de façon inaltérable, sûre et fiable.

Le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT est en droit de modifier les présentes Conditions Générales à tout moment.

En cas de modification importante des CGU, les nouvelles Conditions Générales entreront en vigueur un (1) mois après leur publication sur le site internet du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT et une notification concomitante sera adressée par e-mail au Client. Adresse e-mail que le Client aura indiqué au Marchand lors de son inscription.

Le Client dispose d'un délai de un (1) mois à compter de la notification pour mettre fin au contrat. En l'absence de dénonciation par le Client, dans ce délai, ce dernier est réputé avoir accepté les Conditions Générales modifiées.

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

Les termes utilisés dans les présentes Conditions Générales auront, lorsqu'ils sont utilisés avec la première lettre en majuscule et indépendamment du fait qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel, le sens défini ci-après :

ACHETEUR : Désigne le client du Marchand qui utilise le Service du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT pour payer sa Commande.

BANQUE du PRESTATAIRE : Désigne la Banque dans laquelle l'établissement de paiement PRESTATAIRE a ouvert des comptes bancaires avec affectation spéciale dédiée aux opérations de paiement effectuées.

BOUTON DE PAIEMENT : Désigne le lien de redirection vers une Page de Paiement sécurisée du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT, qui s'affiche sous forme de bouton pour l'Acheteur.

CLIENT : Désigne toute personne physique majeure ou personne morale ayant accepté les présentes Conditions Générales pour pouvoir effectuer une COMMANDE.

COMMANDE : Désigne toute transaction effectuée par un Acheteur auprès du Marchand et portant sur des Produits que ce dernier propose.

CONTRAT MARCHAND : Désigne le contrat signé entre le Marchand et le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT qui vise à définir des conditions tarifaires et commerciales particulières en fonction notamment du volume de transactions du Marchand. C'est un contrat établi en deux exemplaires sur support papier et signé par les deux parties.

IDENTIFIANTS DE COMPTE : Le numéro du compte de paiement peut être un numéro propre au marchand, ou bien un numéro unique tel un numéro de téléphone mobile précédé d'un code pays.

CONFIRMATION D'ACHAT : Désigne le canal d'avertissement de confirmation de la transaction, envoyé automatiquement au Client par le Système du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT ou du marchand.

CONFIRMATION DE PAIEMENT (ou NOTIFICATION DE PAIEMENT) : Désigne le courrier électronique, le SMS ou bien le message de confirmation du paiement, envoyé automatiquement au bénéficiaire par le Système du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT. Ce message rappelle au bénéficiaire les éléments essentiels de la transaction avec son numéro de référence.

MARCHAND : Désigne un partenaire entreprise, une place de marché ou « Marketplace », qui utilise la Gestion Marchande pour commercialiser un ou des Produits ou des services, sur son propre site internet, et utilise l'établissement de paiement du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT pour opérer ses paiements

PAGES DE PAIEMENT : Désigne de manière générique, la conception logicielle accessible par le Client en tant qu'Acheteur d'un Marchand afin de lui permettre de régler son achat. Il peut s'agir d'une page internet, ou bien d'une application mobile pour Smartphone.

PRODUIT : Désigne une information, un bien ou un service proposé à la vente par un Marchand.

RECLAMATION : Une réclamation est une déclaration actant le mécontentement d'un client envers un professionnel. Une demande de service ou de prestation, une demande d'information, de clarification ou une demande d'avis n'est pas une réclamation.

REMBOURSEMENT MARCHAND : Désigne l'opération par laquelle un Marchand procède à un remboursement en faveur d'un de ses Acheteurs.

ARTICLE 2 – OBJET ET CHAMPS D'APPLICATION

Le présent contrat a pour objet de préciser les relations contractuelles entre les Clients et le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT et notamment de définir les rôles et obligations de chacun et de fixer les modalités pécuniaires inhérentes au fonctionnement du Service

ARTICLE 3 – DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat entre en vigueur au moment de l'acceptation des présentes Conditions Générales par le Client et ce pour une durée indéterminée.

Le Client, dispose d'un délai de 10 (dix) jours calendaires pour renoncer sans frais au contrat. Ce délai court à compter du jour où le contrat est conclu c'est-à-dire le jour où le Client a accepté les présentes Conditions Générales. Pendant ce délai de renonciation, l'exécution du contrat ne pourra commencer qu'à la demande expresse du Client. Ce droit de renonciation peut être exercé par le Client sans pénalité et sans indication de motif.

Le Client est tenu de notifier sa décision de renonciation au PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT par lettre recommandée avec accusé de réception au siège du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT.

Aucune indemnité ne peut être réclamée au Client du fait de cette renonciation.

Si le Client n'exerce pas son droit de renonciation, le contrat sera maintenu conformément aux dispositions des présentes Conditions Générales.

Le Client reconnaît expressément et accepte que toute instruction de paiement adressée au PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT avant l'écoulement du délai de renonciation, constitue une demande expresse du Client d'exécuter le contrat. Le Client ne sera donc pas en droit d'annuler une instruction de paiement qu'il aurait donnée et confirmée pendant le délai de renonciation.

ARTICLE 4 – PROCÉDURE D'OUVERTURE

Le Client doit satisfaire la procédure d'identification ci-après décrite.

4.1 – DOCUMENTS À FOURNIR POUR L'IDENTIFICATION

Au-delà des seuils prévus par la loi, et notamment l'article R. 561-16-1 du Code Monétaire et Financier, le Client devra faire parvenir au Marchand par courrier électronique (email), courrier postal ou par leur téléchargement directement depuis l'espace dédié sur le site du Marchand, les éléments suivants :

Une copie d'une pièce d'identité en cours de validité : carte d'identité ou passeport ou titre de séjour.

Une copie d'une facture (eau, gaz, électricité) ou une copie de la 1ère page de l'extrait de compte bancaire attestant de la domiciliation, chaque document devant dater de moins de trois (3) mois.

Le Marchand se réserve le droit de demander tout autre document ou information complémentaire, pour lui permettre d'effectuer les vérifications utiles au respect de ses obligations légales y compris en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

4.2 – ARCHIVAGE DES DOCUMENTS D'IDENTIFICATION

Le Marchand conservera sur support électronique d'archivage, pendant cinq (5) ans après avoir mis fin aux relations avec les Clients, une copie du/des document(s) probant(s) ayant servi à leur identification.

ARTICLE 5 – CONFIRMATION DE L'EXÉCUTION DU PAIEMENT

5.1 – INFORMATION POUR L'ACHETEUR

Lorsqu'un paiement est effectué, le Système du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT ou du marchand envoie automatiquement un email de confirmation de l'opération au Client à

l'origine du paiement. Cet email reprend l'ensemble des informations relatives à la Commande qui ont été communiquées au Système du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT par le Marchand, telles que : l'identité du Marchand, le descriptif de la Commande, son montant, la date et l'heure de la Commande ainsi que les éventuelles conditions particulières de paiement.

5.2 – INFORMATION POUR LE MARCHAND

Lorsqu'un paiement est effectué, le Système PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT ou le marchand envoie automatiquement un email de confirmation de l'opération au Client à l'origine du paiement. Cet email reprend l'ensemble des informations relatives à la Commande qui ont été communiquées au du Système PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT par le Marchand, telles que : l'identité du Marchand, le descriptif de la Commande, son montant, la date et l'heure de la Commande ainsi que les éventuelles conditions particulières de paiement.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ

Pour l'ensemble de ses prestations le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT est soumis à une obligation de moyens et non de résultat.

Le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT propose uniquement un service de paiement électronique et n'assume aucune responsabilité quant au respect par les Clients de leurs éventuelles obligations réciproques : ainsi le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT n'assume notamment aucune responsabilité quant à la nature du transfert d'argent, quant à la validité ou l'exactitude du paiement, quant aux erreurs ou inexactitudes dans les informations communiquées aux Acheteurs par les Marchands ou quant au dysfonctionnement du site internet du Marchand.

En aucun cas, le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT n'est responsable des dommages directs et/ou indirects, tels que préjudice commercial, perte de clientèle, trouble commercial quelconque, perte de bénéfice, perte d'image de marque subis par un Client, ou par un tiers, et qui pourraient résulter des prestations du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT ou de la mise en œuvre de la Plateforme d'Exploitation, ou de son indisponibilité. Toute action dirigée

contre un Client par un tiers est assimilée à un préjudice indirect, et en conséquence n'ouvre pas droit à réparation.

Sauf stipulation contraire des présentes Conditions Générales ou des lois impératives et sans préjudice des autres causes d'exclusion ou de limitation de responsabilité prévues par les présentes, le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable de tout dommage causé par un cas de force majeure. Sont réputés constituer un cas de force majeure ou un événement hors de son contrôle, notamment, mais sans que cela soit limitatif : une panne d'électricité, un incendie ou une inondation, la grève de son personnel ou d'un de ses sous-traitant ou fournisseurs, guerre, troubles, émeutes ou occupation du territoire par des forces étrangères, négligence d'un tiers dans le sens de la jurisprudence et de la doctrine telles que les personnes responsables de la livraison d'électricité ou des services de télécommunication.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU CLIENT

7.1 – UTILISATION DU SERVICE DU PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT A DES FINS LICITES

Le Client a l'obligation d'utiliser les services fournis par le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT bonne foi, à des fins légales uniquement, et dans le respect des présentes Conditions Générales.

Le Client s'engage à ne pas se livrer à des déclarations ou actions quelconques de nature à porter atteinte à l'image et à la réputation du Système du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT.

7.2 – OBLIGATION DE SURVEILLANCE DES TRANSACTIONS

Il incombe au Client de s'assurer, sous sa propre responsabilité, que le paramétrage de son système de filtrage des emails (anti-spam ou autre) ou que l'état de sa boîte de réception email (limitation de capacité éventuelle) lui permettent de recevoir les emails adressés automatiquement par le Système du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT.

7.3 – OBLIGATION DE VIGILANCE

Le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT n'est pas responsable pour les actes frauduleux de tiers qui indiqueraient des informations erronées quant à la prétendue exécution de paiements.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITÉ

Le Client s'engage à respecter la plus stricte confidentialité concernant l'ensemble des techniques, commerciales ou de toute autre nature dont le Client viendrait à avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT. Cette obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant la durée de la souscription au Service du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT et après sa fin quelle qu'en soit la cause. Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui sont ou deviennent publiquement disponibles sans faute du Client.

ARTICLE 9 – COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL (POLITIQUE DE LA VIE PRIVÉE)

La société du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT respecte l'ensemble des dispositions applicables en matière de protection de la vie privée et notamment la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (loi vie privée). Conformément à la loi, le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT a procédé à la déclaration des traitements de données à caractère personnel auprès de la CNIL. Le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT collecte et conserve les données à caractère personnel que le Client lui a volontairement fournies. Ainsi, sont notamment réputées être des données à caractère personnel relatives au Client personne physique les données relatives à son identité, son numéro de téléphone, son adresse email, son domicile, son numéro de carte ou de compte bancaire, à la transaction ou au virement, à l'adresse IP de l'ordinateur. Si vous avez des commentaires ou si vous estimez que la présente politique vie privée n'est pas respectée, vous pouvez contacter la société du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT qui est la responsable du traitement de ces données.

Article 10 – SÉCURITÉ DES DONNÉES COLLECTÉES

L'accès aux serveurs et au Système du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT sur lesquels les données sont collectées, traitées et archivées est strictement limité. Des précautions techniques et organisationnelles appropriées ont été prises afin d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Au sein du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT, seules les personnes dont les fonctions le justifient peuvent accéder aux données personnelles du Client. Le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT s'engage à garantir l'existence de niveaux de protection adéquats conformément aux exigences légales et réglementaires applicables, en particulier celles relatives au secret bancaire et à la protection des données.

Article 11 – FINALITÉS DU TRAITEMENT

Le Client est informé et accepte que le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT en sa qualité de responsable du traitement collecte et procède à des traitements sur ses données personnelles à des fins de :

respect de toute disposition légale ou réglementaire applicable, notamment en matière de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme,

traitement/gestion et archivage des transactions

de contrôle et de prévention des incidents et irrégularités (lutte contre la fraude et tout autre type d'abus),

de gestion centrale de la clientèle,

de traitement des demandes du Client,

du contrôle de la qualité du service,

Le Client est informé que ses données personnelles peuvent être enregistrées dans un ou plusieurs fichiers dans le respect de la législation applicable et accepte que les données collectées soient enregistrées et traitées conformément aux finalités précédemment énoncées.

Article 12 – COMMUNICATION DES DONNÉES COLLECTÉES

Le Client accepte que les données personnelles strictement nécessaires à la réalisation d'une au moins des finalités mentionnées ci-dessus ou à ce qui est requis en vertu de la réglementation applicable, soient communiquées par le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT aux sous-traitants et prestataires de services externalisés dont l'intervention est nécessaire.

Le Client accepte que la communication de ses informations personnelles aux personnes susvisées puisse se faire, conformément aux conditions précédemment définies, vers un autre pays de l'Union Européenne et également vers un pays non membre de l'Union Européenne qui garantit un niveau de protection adéquat eu égard à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.

Article 13 – DROITS D'OPPOSITION, D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION

Le Client a un droit d'accès aux données personnelles le concernant et est informé qu'il peut consulter à tout moment les informations qu'il a communiquées AU PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT dans son Espace Client ou sur le site du marchand.

Le Client a le droit d'obtenir la rectification des données inexactes qui le concernent, il est informé par LE PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT qu'il peut modifier certaines informations personnelles à partir de son Espace Client ou sur le site du marchand.

ARTICLE 14 – PREUVE

Les communications effectuées par le biais de courrier électronique sont des modes de communication valablement admis à titre de preuve par le Client et le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT

Toutes les informations enregistrées dans les bases de données informatiques du Système du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT relatives notamment aux instructions et confirmations de paiement reçues du Clients, aux demandes de Retrait et à l'exécution des opérations par le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT, aux notifications adressées par le Client et/ou le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT, ont, jusqu'à preuve du contraire, la même force probante qu'un écrit signé sur un support papier, tant en ce qui concerne leur contenu qu'en ce qui concerne la date et l'heure à laquelle ils ont été effectués et/ou reçus.

Ces traces inaltérables, sûres et fiables sont gravées et conservées dans les systèmes informatiques du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT.

Les documents du PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT reproduisant ces informations, ainsi que les copies ou reproductions de documents produits par le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT ont la même force probante que l'original, jusqu'à preuve du contraire.

ARTICLE 15 – FORCE MAJEURE

Le PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT tout comme le Client devra notifier par tout moyen disponible à l'autre Partie tout cas de force majeure auquel il serait soumis.

Dans un premier temps, les cas de force majeure suspendront l'exécution des présentes Conditions Générales. Si un cas de force majeure a une durée d'existence supérieure à quatre (4) mois, l'une ou l'autre des parties pourra demander la résiliation des présentes Conditions Générales.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français : les grèves totales ou partielles, internes ou externes à l'entreprise, restrictions gouvernementales ou légales, modifications légales ou réglementaires des formes de commercialisation, panne d'ordinateur, blocage des télécommunications, et tout autre cas indépendant de la volonté de l'une des parties empêchant l'exécution normale des présentes Conditions Générales par cette partie.

ARTICLE 16 – DROIT APPLICABLE ET JURIDICTIONS

Les présentes Conditions Générales sont régies par le droit français.

Sauf disposition impérative contraire, tout litige relatif à leur exécution, leur interprétation ou sa validité, sera porté devant les cours et tribunaux de Paris (75), auquel il est expressément fait attribution de compétence.

ARTICLE 17 – RÉCLAMATIONS, MÉDIATION

Les réclamations (contestations, droits d'opposition, d'accès et de rectification, etc.) peuvent être exercés gratuitement sur demande adressée au PRESTATAIRE DE SERVICE DE PAIEMENT par courrier électronique à l'adresse email suivante :

Conformément à la recommandation 2011-R-05 de l'ACPR du 15 décembre 2011, un accusé réception sera envoyé sous dix jours maximum. Les réclamations seront traitées sous deux mois maximums à compter de leur réception.

Un formulaire de déclaration de réclamation est également disponible sur notre site internet : <http://www>.

A défaut d'accord amiable, l'Utilisateur peut s'adresser, par lettre, à un médiateur indépendant, pouvant être saisi gratuitement en cas de litige né de l'application des présentes, le Médiateur de l'AFEPAME, 36 rue de Taitbout 75009 Paris, et ceci sans préjudice des autres voies d'actions légales.